

Synthèse

Assemblée plénière du Cnis du 8 février 2022

Patrice Duran ouvre la séance en évoquant la disparition d'Anne-Marie Brocas, ancienne directrice de la Drees (2006-2011), puis présidente du Haut Conseil à l'avenir de l'assurance maladie (2014-2021) et membre de l'Autorité de la statistique publique, à laquelle il a rendu hommage.

Patrice Duran souligne que l'année 2021 n'a pas été marquée par un retour à la situation pré-crise ; les consultations et réunions du Cnis en 2021 ont eu lieu exclusivement en vidéoconférence ; cette assemblée est la première réunion que le Cnis organise principalement en présentiel depuis 2 ans (avec une trentaine de participants en ligne). Il fait ensuite le lien avec l'assemblée plénière précédente, évoquant le fait que la transition écologique (thème de cette matinée) est à l'instar de l'adaptation à la crise sanitaire – mais de façon beaucoup plus durable - un « changement de grammaire de l'action publique ». Il évoque le rôle crucial des services statistiques ministériels (SSM) pour alimenter une connaissance commune et favoriser la coopération pour une action publique efficace.

Le thème de l'assemblée plénière est orienté cette année autour des enjeux de la transition écologique et de l'économie verte, pour les politiques et pour les statistiques publiques. Leur prise en compte s'avère de plus en plus urgente, compte tenu de l'accélération des dérèglements climatiques et de leurs conséquences déjà visibles sur les individus et les sociétés. Leur impact sera majeur et durable sur nos économies. Le président a souhaité que des chercheurs et experts interrogent les concepts de transition écologique, d'économie et de finance verte aussi, pour préciser les mécanismes sous-jacents, le rôle de l'intervention publique aux différentes échelles, et préciser quelles données sont nécessaires pour élaborer, suivre et évaluer ces politiques. Ce thème pourrait être approfondi lors d'un séminaire début 2023, pour notamment réfléchir aux besoins d'information et d'innovation auxquels la statistique publique devra répondre pour garantir l'indépendance, la pertinence et la qualité de l'information diffusée sur ces questions.

Matthieu Glachant, professeur d'économie à Mines ParisTech, membre du Conseil national de l'économie circulaire, a resitué l'approche économique de ces questions dans la ligne du rapport Brundtland (Notre avenir à tous, 1987) et de la logique de compromis du développement durable : de la croissance économique, mais verte et inclusive. La transition écologique, approche plus englobante, appelle en réalité à une véritable révolution : rompre avec le modèle économique de consommation et de production hérité de la révolution industrielle. L'estimation du coût de la transition reste un exercice complexe et non dépourvu d'aléas, comme le montre l'exemple de la valeur tutélaire du carbone (ou valeur de l'action pour le climat à une date donnée), qui permet de dessiner la trajectoire de l'évolution souhaitable pour que la neutralité carbone puisse être atteinte. Dans le cas de l'essence à la pompe, un doublement du prix en 2050 (en monnaie constante par rapport à 2020) serait compatible avec l'objectif de neutralité carbone. L'intervention publique est le moteur de la transition écologique, car sans les incitations le processus n'est pas rentable pour les acteurs économiques. Les évaluations ex-post des politiques menées sont essentielles pour déceler d'éventuels effets pervers (exemple : impact à la hausse sur les émissions de carbone de la mise en œuvre du [bonus-malus automobile](#) en 2008) ; or ces évaluations sont encore trop peu nombreuses en France où les données individuelles sont peu disponibles.

Stéphane Cieniewski, délégué aux enjeux climatiques et environnementaux à la DG-Trésor, a ensuite présenté les enjeux de la transition bas-carbone pour les décideurs publics du point de vue du ministère de l'Économie. L'accord de Paris, à la suite de la COP 21 (2015), a conduit tous les pays à s'engager à atteindre la neutralité carbone, mais dans des délais assez différents, ce qui fait qu'au niveau global l'infléchissement attendu des émissions de gaz à effet de serre reste très insuffisant. À cet égard l'UE et la France ont renforcé récemment leurs ambitions pour montrer l'exemple (loi Énergie climat en France et loi Climat européenne qui fixent l'objectif de neutralité carbone en 2050, paquet législatif « Fit-for-55 » visant l'objectif -55 % d'émission nette en 2030 vs 1990) et consacré

des sommes importantes de leur budget de relance respectif à la lutte contre le changement climatique. Les enjeux de politique publique sont énormes, prioritairement dans les secteurs de l'énergie, du logement, des transports, mais aussi dans l'industrie, l'agriculture et le tertiaire. Les besoins en termes de données et de modèles le sont tout autant pour mesurer le choc de la transition bas-carbone sur nos économies et nos modes de vie, qui reste largement inconnu. On sait en revanche que le coût de la transition sera bien inférieur aux effets négatifs du changement climatique à long terme si aucune mesure n'était prise.

Béatrice Sédillot, cheffe du Service statistique ministériel de la Transition écologique, a introduit le débat en pointant quelques enjeux de l'économie verte / transition écologique pour la statistique publique : la capacité à mesurer des phénomènes qui irriguent l'ensemble de l'économie à l'aide de données et de modélisations (ex : comptes des écosystèmes, valorisation des dégradations des écosystèmes...); une difficulté à rendre compte de façon synthétique de phénomènes complexes et multifactoriels (ex : pollution des milieux à travers de multiples sources); l'impératif de bien se coordonner à l'intérieur du SSP pour exploiter les nombreuses sources et bien communiquer à l'extérieur sur les appariements; faciliter aussi l'accès aux données statistiques pertinentes (ex : démarche ASP, Green Data for Health du Commissariat général au développement durable pour l'accès des chercheurs aux données environnementales sur la santé).

Le débat a soulevé des questions de nature très différente, parmi lesquelles : quels sont les données et indicateurs pertinents pour bien rendre compte de l'effectivité de la transition et d'une juste répartition de l'effort entre les acteurs économiques? Pour aller droit au but, ne faudrait-il pas commencer par réduire les émissions dans les pays où des progrès significatifs à l'échelle de la planète peuvent être rapides? L'accès aux données privées risque d'être essentiel pour documenter les évolutions et évaluer l'impact des politiques menées; la subvention à la dépollution n'est généralement pas la solution, car elle favorise des activités moins efficaces que d'autres (ex : recycler ne doit pas réduire l'effort pour ne produire qu'en vue de satisfaire des besoins).

Jean-Luc Tavernier a présenté un bilan des principales réalisations du service statistique public (SSP) au cours de l'année 2021. Le SSP s'est attaché à continuer d'éclairer les conséquences de la crise sanitaire, avec notamment la poursuite de la publication des décès quotidiens et des naissances par moi, l'enquête Epicov en population générale, et il a développé de nouveaux travaux comme le dispositif de suivi de l'aide alimentaire et l'enquête sur les bénéficiaires de cette aide, des éclairages sur l'insécurité et la délinquance, sur les comportements de consommation et d'épargne à partir de données bancaires, parmi bien d'autres. Sans lien avec la crise, la 3^e revue par les pairs européens a eu lieu au début de l'été et a concerné l'Insee et 3 SSM (Agriculture, Transition écologique, Solidarités et santé). Leur rapport a souligné, parmi les atouts, le cadre législatif, la gouvernance, le haut niveau de coordination et les solides compétences disponibles, et a fait des recommandations à partir desquelles l'Insee a construit un plan d'actions. L'enquête Emploi a été rénovée et propose internet comme mode de réponse alternatif au téléphone en réinterrogation. Le recensement de la population a eu lieu à Mayotte. Parmi les travaux reportés, le recensement de la population (sauf à Mayotte) et plusieurs enquêtes comme l'enquête Autonomie. Plusieurs SSM et l'Insee ont fait évoluer leurs supports de diffusion : création de *DGFIP Statistiques*, des *Chiffres clés de l'immigration*, d'un *Insee Références* intitulé Sécurité et société. Plusieurs sites internet se sont enrichis de datavisualisations et d'infographies, d'autres ont ouvert comme le portail Open collectivités (SSM Collectivités locales) ou la Bibliothèque numérique de la statistique publique. L'Insee a fêté ses 75 ans en proposant plusieurs événements tournés vers les utilisateurs et en ouvrant l'application Insee Mobile.

La réunion s'est achevée par la présentation par Françoise Maurel des orientations du Cnis pour 2022 et des demandes d'amendements reçues (notamment de la part de la CGT, de l'Uniopss et de L'UNAPL) sur les orientations ou sur les avis des commissions (cf. compte rendu). Les échanges ont fait émerger le souhait de consacrer plus de temps à cette partie de l'ordre du jour, pour avoir une discussion sur le fond. Des propositions seront faites dans ce sens au prochain bureau du Cnis.